

bulletin européen

Un grand espoir

La proposition inattendue du Ministre des Affaires Etrangères de France, M. Robert Schuman, pour la réalisation d'un cartel tendant à l'exploitation en commun des ressources d'acier et de charbon de France et d'Allemagne, ouvre, non seulement au continent, mais au monde entier, de nouvelles espérances et de nouvelles perspectives.

La presse mondiale — en majeure partie — a souligné le caractère sensationnel de la proposition, mais s'est assez peu préoccupée, par contre, de mettre en relief le côté historique des rapports franco-allemands dans le passé et l'avenir. A ce point de vue, on peut dire que la proposition Schuman ne représente pas un point de départ, mais bien une étape obligatoire et, en même temps, inévitable.

L'histoire des rapports franco-allemands, les vicissitudes de deux peuples qui, durant deux siècles, se sont toujours trouvés en position d'adversaires, les champs de bataille ensanglantés des guerres de 1870-1871, 1914-1918, 1939-1945, ont non seulement maintenu ces deux pays dans un état d'hostilité et d'inimitié permanentes, mais ont perpétué le déséquilibre périlleux et continu de notre continent.

Les diverses formes d'équilibre des puissances, expressions de principes erronés et d'intérêts qui n'étaient pas toujours justifiés — après des expériences nombreuses et douloureuses — ont failli irrémédiablement.

La France et l'Allemagne, si elles veulent surcroire et s'assurer leur propre bien-être et leur prospérité, en même temps que celle du continent, doivent abattre pour toujours les obstacles qui les ont séparés dans le passé, oublier les haines et les rancœurs, les soupçons et les craintes, pour chercher la voie de la conciliation, de la concorde, de la collaboration et de la compréhension réciproque: formule d'une entente féconde, non seulement économique, mais surtout politique et morale.

En effet, dans son essence, l'initiative française n'a pas comme unique fin la simple création d'un formidable trust de l'acier et du charbon, elle veut aussi unir sous tous leurs aspects les efforts de deux des plus grands et des plus prodigieux peuples de l'histoire.

La proposition Schuman veut, en somme, abolir les sources de dissensions du passé, et ouvrir des voies nouvelles pour l'avenir.

Sans nous laisser entraîner par un optimisme aussi facile qu'inconsistant, malgré toutes les difficultés et tous les obstacles et aussi — pourquoi ne pas le dire — toutes les oppositions que le projet rencontrera dans sa réalisation; malgré les inepties de la « Pravda » et les inévitables intrigues du Cominform, nous avons l'espoir et la ferme croyance que les hommes responsables de l'avenir de notre continent sauront être les artisans de la nouvelle et salutaire architecture européenne.

A Bonn et à Paris, un nouveau destin est en train de naître pour l'Europe. Et même pour cette Europe qui, pour l'instant, ne peut pas se prononcer.

Ottavio Rosu

Sous la présidence d'honneur de
MM. WINSTON CHURCHILL, ALCIDE DE GASPERI
PAUL-HENRI SPOAK

LE MOUVEMENT EUROPÉEN

groupe les organisations suivantes :

<i>Union Européenne des Fédéralistes</i>	Présidents :	H. FRENAY, H. BRUGMANS
<i>United Europe Movement</i>	Président :	W. CHURCHILL
<i>Mouvement Socialiste pour les États Unis d'Europe</i>	„	ANDRÉ PHILIP
<i>Ligue de Coopération Economique Européenne</i>	„	P. KERSTENS
<i>Nouvelles Equipes Internationales</i>	„	DE SCHRYVER
<i>Conseil Français pour l'Europe Unie</i>	„	RAOUL DAUTRY

Comité Exécutif

Bureau Général ; DUNCAN SANDYS, Président ; ANDRÉ PHILIP, Délégué Général ; J. H. RETINGER,
 Secrétaire R. BICHET, H. BRUGMANS, R. DAUTRY, LORD LAYTON.

Vice Présidents ; E. GIACCHERO, H. SMITT-INGEBRETSSEN.

Membres : Quatre délégués de chaque organisation affiliée ; un délégué de chaque Conseil National et des délégués des Sections d'Etudes.

Conseil International

Président : PAUL-HENRI SPOAK

Membres : délégués des Conseil Nationaux et tous les membres du Comité Exécutif

Conseils Nationaux

Constitués dans les pays suivants : France, Grande-Bretagne, Italie, zones occidentales d'Allemagne, Turquie, Autriche, Belgique, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Suède, Danemark, Irlande, Norvège, Suisse, Islande, Luxembourg.

Sections d'Etudes

<i>Section Economique et Sociale</i>	présidée par	SIR HAROLD BUTLER
<i>Section Culturelle</i>	„ „	SALVADOR DE MADARIAGA
<i>Section Juridique</i>	„ „	PIERRE-HENRI TEITGEN
<i>Section de la Campagne Populaire</i>	„ „	HENRI BRUGMANS
<i>Commission Institutionnelle</i>	„ „	PAUL RAMADIER
<i>Sous-Comité Financier</i>	„ „	S. P. CHAMBERS

Bureau d'Etudes

pour un Centre Européen de la Culture

Directeur : D. DE ROUGEMONT ; Secrétaire-général : RAYMOND SELVA

LA SECTION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPÉEN

La Section des Pays de l'Europe Centrale et Orientale du Mouvement Européen a été créée à Londres au mois de décembre 1949. Son Comité de Direction est composé de :

Président :	Rt. Hon. HAROLD MACMILLAN, M. P.
Rapporteur Général :	Major E. BEDDINGTON-BEURENS
Vice-Président :	M. ERNEST PEZET (France), Sénateur, Vice-Président de la Commission pour les Affaires Etrangères au Sénat
„ „	M. K. VORRINK (Pays Bas), Sénateur, Président du parti socialiste
„ „	M. A. PROCHAZKA (Tchécoslovaquie)
„ „	M. P. AUER (Hongrie)
„ „	COMTE RACZYNSKI (Pologne)
„ „	M. G. GAFENCU (Roumanie)

H. BRUGMANS

DU FEDERALISME UTOPIQUE AU FEDERALISME SCIENTIFIQUE

Dans tout mouvement historique, il est facile de distinguer des phases successives, correspondant à la naissance, à l'épanouissement, à la maturité et à la déchéance de l'idée directrice.

À l'origine, nous trouvons des isolés, plus ou moins fous, plus ou moins illuminés, plus ou moins mythomanes, appelant à la révolte ou bien rêvant des sociétés parfaites. Viennent ensuite les grands propagandistes, porte-paroles et portedrapeaux de l'idéal, mordant enfin sur la réalité qu'ils commencent à transformer dans une certaine mesure. Mais bientôt, ils transmettent le flambeau à d'autres encore, lesquels, ayant conquis le pouvoir, se trouvent confrontés avec les misères d'un ensemble humain, qu'ils essayent de plier aux exigences de leur doctrine. Alors, ils risquent de sombrer dans le fanatisme, à moins qu'ils ne se résignent à des compromis, en renonçant à certaines illusions, à certaines « puretés » primitives. Mais que la déchéance se manifeste par un relâchement moral ou bien par un durcissement policier (ou bien par les deux ensemble, car cela est également possible), le mouvement a dépassé son zenith.

Où en sommes-nous du Fédéralisme européen?

Visiblement, la première période est dépassée. Quiconque parle aujourd'hui de fédérer le continent, ne risque plus d'être pris pour un énergumène. Tout au plus lui dira-t-on qu'il avance un peu sur l'horaire — ou bien que l'Europe commence déjà à être dépassée, puisqu'il va falloir penser à des « communautés » encore plus vastes. Autour des phraséologies et de slogans creux, la confusion règne, et de plus en plus souvent le rôle des fédéralistes conscients consiste à préciser les idées de tous ceux, qui comprennent que l'Etat national est dépassé, mais ne savent pas exactement comment ni en quel espace il faut se lancer « au delà du nationalisme ».

Et même la phase doctrinale va bientôt être close. C'est une situation quasi tragique: nous n'avons pas eu le temps de former solidement nos organisations, d'éduquer systématiquement nos cadres, de toucher les grandes masses, et déjà nous sommes engagés dans l'aventure « gouvernementale ». Quoi qu'on pense des possibilités qu'offre le « Conseil de l'Europe » à Strasbourg, il est évident qu'une action purement verbale, purement éducative, purement d'agitation, n'est plus de mise. Si nous voulons vaincre, c'est en présentant des solutions précises, dans le cadre d'une conception générale du monde actuel. Et

c'est ici que devient nécessaire le passage du Fédéralisme « utopique » (c'est-à-dire, se réclamant seulement d'idées d'ensemble) au Fédéralisme scientifique (c'est-à-dire, se basant sur l'analyse des faits).

Certainement, il y a des objections à faire.

On peut dire que nous n'avons pas de temps à perdre et que, par conséquent, il faut aller vite. C'est sans doute vrai. Mais il est néfaste de s'attarder (comme on le fait maintenant) à des discussions byzantines, tendant à « faire l'Europe » en sauvant « provisoirement » les souverainetés nationales — il est non moins dangereux de se lancer dans l'aventure sans connaître au moins certains des problèmes qu'on va reconstruire. Certes, il est possible — je ne dis pas « probable » — que nous soyons à la veille d'une catastrophe. Mais cela ne saurait paralyser notre activité, ni la rendre inutilement fiévreuse. En choisissant pour l'Europe Fédérale, nous avons opté pour un travail de longue haleine, pour un devenir pénible, pour la création d'une patrie nouvelle, d'un nouvel Etat et d'un nouvel état de choses. Il s'agit d'être à la hauteur de nos responsabilités, et personne ne saurait les assumer, s'il ne se met à l'oeuvre comme s'il avait l'éternité devant lui. L'éternité — non point comme un prétexte pour ne rien faire, mais comme un gage de sérénité et de sagesse.

On nous dira encore que ce n'est pas la science qui met en branle les révolutions. C'est vrai, car il serait absurde de penser que nos adversaires nationaliste se laisseront convaincre, lorsqu'ils auront vu assez de rapports intelligents ou de bilans ingénieux. Ils seront embarrassés, ils pesteront, mais ils ne marcheront pas plus qu'auparavant. En effet les convictions humaines se déterminent dans une couche plus profonde de l'être. Mais cela n'est pas une raison pour glisser à l'irrationalisme. Au contraire, il faut que ceux qui croient et ceux qui veulent, ne se trouvent pas intellectuellement, politiquement inférieurs aux sceptiques; il faut qu'à chaque reprise, ces derniers soient confondus non par des arguments subtils, mais par des propositions solides.

Enfin, on nous prêtera l'intention de vouloir former des ingénieurs de la cité, des « managers », des propagandistes abstraits. Il n'en est rien. Pour nous, cependant, il n'est point de formation scientifique possible sans doctrine, pas de science sociale sans conception morale de l'homme, pas de préparation à la vie démocratique

sans concept — à la fois humble et fier — de la responsabilité. D'autre part, le véritable esprit scientifique n'est pas rigide, mais plein de souplesse; il connaît la limite de nos connaissances et se laisse toujours corriger par les faits; s'il a horreur de généralités hasardeuses, il n'en déteste par moins les vagues « intuitions » des uns et les compromis sans horizon des autres.

Ces remarques préalables étaient nécessaires pour faire comprendre l'initiative du « Collège d'Europe » à Bruges.

Initiative prise par les Brugeois eux-mêmes, et rendue réalisable par leur conseil municipal, par la province de la Flandre Occidentale et l'Etat belge. Initiative qui consiste à réunir chaque année, en internat, un petit nombre de jeunes intellectuels européens (nous commençons par une quarantaine) et à leur faire étudier, sous la direction d'une équipe de professeurs, tout un ensemble de problèmes qui se pose à l'Europe moderne. Le programme d'étude, s'étendant sur trois fois dix semaines — d'octobre à Noël de Noël à Pâques et de Pâques à la fin de l'année universitaire — a été conçu dans ses grandes lignes, comme suit.

Au premier trimestre: analyse du « dispositif » européen, nos richesses naturelles et humaines, nos expériences communes (bien que souvent contradictoires dans leur aboutissement pour les différents pays), les limites de la communauté européenne, dans l'espace et dans le temps. En termes de discipline: enseignement géographique et historique.

Au deuxième trimestre: analyse de la position qu'occupe l'Europe contemporaine dans le monde d'aujourd'hui. Nous fûmes les hégémonistes de l'univers, économiquement et le plus souvent politiquement — nous avons cessé de l'être et nous ne le redeviendrons plus jamais. Mais l'univers a encore besoin de nous pour lui fournir — quels produits quelles idées, quel exemples? Par conséquent: le second groupe de dix semaines va être consacré à l'économie mondiale et aux doctrines sociales.

Au troisième trimestre: « technique » de l'union européenne. De quelles institutions l'Europe a-t-elle besoin pour prendre corps? Lui faut-il une constitution en bonne et due forme, ou bien des alliances fonctionnelles, du type classique, suffiront-elles? Bref, si nous voulons passer de la phase internationale à la phase supranationale — quelles seront les difficultés à prévoir, quelles sont les solutions possibles?

Voilà, en gros, le programme. Reste à examiner la méthode.

Le « Collège d'Europe » ne sera pas simplement une « école supérieure des cadres ». Il sera aussi et surtout un laboratoire de pensée européenne, où les étudiants — diplômés d'ailleurs, ayant fait leurs preuves comme historiens, économistes, juristes, sociologues — travailleront en équipe avec leurs professeurs. Le matin, deux heures de cours seront données. L'après-midi, des groupes de séminaire étudieront plus ample-ment les problèmes évoqués dans la matinée, ou s'y rattachant d'une façon intime.

De tels efforts, nous l'espérons, ne resteront pas sans résultats concrets. Il en sortira des articles, des brochures, des études plus fouillées, des manuels même, et pour cette raison nous prévoyons le lancement d'une série de Cahiers, qui, non seulement témoigneront de l'activité intellectuelle à Bruges, mais encore donneront une contribution effective au devenir européen. Contribution d'autant plus autoritative qu'elle sera due à la confrontation d'intellectuels, venant de tous les pays européens libres ou de l'émigration démocratique, appartenant à toutes les écoles de pensée religieuse, philosophique, sociale et politique, mais considérant tous que l'heure de l'intégration a sonné, que bien des vieilles idéologies partisans se révèleront vaines dans le cadre fédéral et que, pour retrouver le contact du concret, comme le disait Diderot, « les faits sont la seule richesse du philosophe ». La seule. C'est sans doute trop dire. Mais sa richesse de base en tout cas, sa matière première.

Pratiquement, il y aura donc toujours deux professeurs au Collège, à tout moment. Un géographe et un historien durant le premier trimestre, et ainsi de suite. Mais en marge du programme, des « professeurs itinérants » viendront, apportant leur spécialité, souvent, du reste d'ordre pratique: nous pensons aux responsables de l'O.E.C.E. par exemple, à des techniciens militaires ou juridiques. Et enfin, ce sont des discussions prolongées que nous prévoyons, mettant aux prises, à la fin du second trimestre, un libéral, un dirigiste et un économiste qui aspire à dépasser ces positions. Nous ne serions pas étonnés si de telles confrontations, dès qu'on se place sur le terrain des réalités européennes et dans la perspective fédéraliste, amenaient des conclusions assez inattendues et fort « inorthodoxes ». Enfin, question pratique mais capitale: comment s'effectuera la sélection des étudiants (puisqu'il y aura sans doute de multiples candidatures)? Nous dirons que dans chaque pays où le Mouvement Européen est représenté, des commissions spéciales se forment, avec la participation de grands universitaires, des étudiants fédéralistes et d'autres organismes publics ou privés, pour faire connaître notre oeuvre, constituer l'équipe nationale des participants et enfin, susciter les bourses gouvernementales ou autres, qui permettront aux meilleurs (et non seulement aux étudiants fortunés) de se rendre à Bruges.

En conséquence, nous dirons qu'un immense travail reste à faire, mais qu'un point d'application est trouvé. Enfin, au « Collège », on peut commencer l'élaboration d'une pensée positive. Dans tous les domaines une transformation sera nécessaire dans les institutions et dans les esprits: il ne suffit pas de l'affirmer, il s'agit de l'explicitier sous une forme concrète, et, pour terminer, nous donnerons deux exemples entre d'innombrables qui pourraient être cités.

D'abord, notre conception de l'histoire. Partout, c'est l'image de la carte géographique du pays natal, qui hante les cerveaux. Partout, on essaie de retrouver dans l'histoire les données qui devaient « nécessairement » et presque « idéalement », provoquer la naissance de l'Etat national

sous sa forme actuelle. Par le pire des anachronismes, on s'efforce à projeter dans le passé des notions patriotiques, nées d'hier ou d'avant-hier et du reste peut-être sur le point d'être dépassées. Comment « faire l'Europe » tant que ce fétichisme continue à fausser les perspectives? Sans doute, nous n'allons pas substituer un nationalisme européen à l'étatisme actuel: c'est de dévaluer les frontières qu'il s'agit, non de les élargir. Il n'en reste pas moins qu'une véritable « histoire de l'Europe » doit s'élaborer, analysant les expériences communes comme les conflits et les schismes, mais soucieuse en tout cas de bien mettre en valeur, combien les grands courants politiques, sociaux et culturels transcendaient toujours les frontières.

Comme second exemple, citons le problème juridique. En étudiant les constitutions des différentes fédérations qui existent à travers le monde, on y retrouve l'histoire vécue des peuples qui s'unissaient. Tel article reflète tel compromis nécessaire, tel autre le triomphe de telle tendance. Or, si l'Europe ne connaîtra pas toutes les diffi-

cultés qu'ont rencontré les Américains, les Suisses, les Brésiliens ou les Australiens, et si, en revanche nous en connaissons d'autres, inconnues jusqu'à ce jour - il n'en reste pas moins que les expériences du passé révèlent certains problèmes de base qui sans doute vont se reproduire chez nous. A mesure que ceux-ci approchent, bien des politiciens s'effrayent et cherchent à se réfugier dans les généralités gratuites. La seule façon de leur faire franchir de pas, c'est encore de leur présenter l'alternative avec réalisme, à la lumière d'une investigation impartiale. Bruges pourra s'y consacrer.

Bien des malentendus divisent l'Europe. Mais si les uns - Britanniques, Suisses et Scandinaves - craignent l'aventure, c'est à l'étude scientifique que nous les convions. Et si d'autres peuples, plus directement menacés et plus avides d'union fédérale, comme les Allemands, les Français et les Italiens, réclament l'action politique immédiate - qu'ils n'oublient pas que sans préparation intellectuelle systématique, les révolutions restent sans lendemain.

FIN DU REGIME D'OCCUPATION EN AUTRICHE

Les trois ministres des Affaires Étrangères des puissances occidentales ont décidé de nommer des Hauts Commissaires civils dans leurs zones respectives d'occupation en Autriche et de retirer leurs troupes d'occupation du territoire en les substituant par des « corps de sécurité ». Dans leur ensemble les forces militaires des Alliés occidentaux en Autriche ne seront pas, toutefois, substantiellement réduites, tant que les troupes soviétiques maintiendront l'occupation de leur secteur du territoire autrichien. En même temps que cette communication officielle, on annonce que les puissances démocratiques occidentales continueront à faire pression pour en arriver au plus tôt au traité de paix avec l'Autriche. Ces décisions adoptées pendant le séjour à Londres d'Acheson et de Schuman, seront mises pratiquement en action au cours de l'été prochain.

Prochainement, à Vienne, seront discutés entre les représentants des trois gouvernements améri-

cain, anglais et français, d'autres « point de détail » tendant surtout à réduire les frais de l'occupation alliée en Autriche et à renforcer l'autorité du gouvernement autrichien indépendant. L'organisme des quatre substitués des ministres des Affaires Étrangères, sera maintenu, de façon à ce qu'il continue — comme il l'a fait jusqu'ici — à tenir en évidence le problème du traité de paix autrichien, dans l'hypothèse — même éloignée — où une éventuelle volte-face de la Russie rendrait possible la con-

clusion du problème autrichien.

Le Ministre des Transports et des industries nationalisées, M. Valdbrunner, a exprimé, de son côté, la gratitude du parti socialiste autrichien, dont il est un des plus éminents représentants, et il a ajouté :

« Toutefois, nous ne serons pleinement satisfaits que lorsque nous aurons retrouvé notre complète souveraineté, souveraineté qui nous a jusqu'ici été refusée parce qu'un traité de paix n'a pas été formulé ».

Nous devons connaître les problèmes sociaux et politiques qui tourmentent notre continent.

EUROPEISTES!

Abonnez-vous au

BULLETIN EUROPEEN

synthèse des efforts accomplis pour la réalisation de l'Europe unie.

A Florence: La Conférence

Les discours de M. Luigi Einaudi et de M. Gonella

Le 22 mai s'est ouverte à Florence, au Palazzo Vecchio, la Conférence Mondiale de l'Unesco, avec la participation du Président de la République *M. Luigi Einaudi* et de *Donna Ida Einaudi*, du Directeur Général de l'Unesco *M. Jaime Torres Bodet*, du Ministre de l'Instruction Publique *M. Guido Gonella*, des Sénateurs *Comte Alessandro Casati*, Président de la Mission italienne de l'Unesco et *Comte Stefano Jaxini* membre du Comité Exécutif de l'Unesco, des représentants de 56 nations, de membres du Gouvernement, députés et sénateurs et de représentants du Corps Diplomatique.

Après une messe célébrée à Santa Croce par le Vicaire Général de Florence *Mgr. Tirapani*, qui représentait S. Em. le cardinal *Della Costa*, qu'une indisposition avait empêché d'intervenir, les congressistes sont allés rendre hommage au monument de Dante et aux tombes de Michelangelo, Alfieri, Machiavelli, Ugo Foscolo et autres précurseurs et créateurs de la civilisation italienne.

Puis, les honneurs ayant été rendus au Président de la République, les congressistes se sont réunis au Palazzo Vecchio, où *M. Donald Walker* a ouvert la séance. L'orateur, après avoir adressé le salut du Congrès à *M. Luigi Einaudi* et à l'Italie, a dit entre autre :

« De toutes les Nations d'Europe, il n'en est pas une qui, mieux que l'Italie pouvait offrir à l'Unesco l'occasion de s'inspirer à la fois des traditions et des monuments du passé, et de mesurer l'importance des problèmes de la reconstruction qui se posent au monde de l'après-guerre. La ville de Florence est un témoignage tragique de la capacité destructrice que possède la race humaine ».

A son tour, *M. Luigi Einaudi* a pris la parole en ces termes :

« Monsieur le Président, je dois vous être vivement reconnaissant pour les paroles si bienveillantes que vous m'avez adressées; mais, plus encore que moi vous sera reconnaissant mon Pays quand il saura quelles sont celles de vos paroles qui m'ont le plus vivement ému; paroles qui, encore une fois, nous ont dit ce qu'est votre sympathie envers notre Italie, et combien, à vos yeux, sont puissants et remplis d'attraits les motifs qui vous ont porté à accepter l'invitation que le Gouvernement Italien a adressée à l'Unesco pour que cette réunion ait lieu à Florence.

Consciente de la contribution que sa pensée a donné à toutes les époques au progrès, fière des traditions millénaires confiées à ses monuments, de la beauté de ses campagnes, l'Italie est hautement sensible à votre éloquent éloge; mais elle se sent particulièrement touchée par l'amertume de votre allusion aux blessures subies par Florence dans le récent conflit. Ces blessures font partie des innombrables ruines matérielles et spirituelles qui doivent montrer à l'humanité la nécessité impérative d'une reconstruction qui soit en même temps une élévation dans la voie du progrès.

Messieurs les Délégués, à cette oeuvre de reconstruction, mon Pays s'est voué avec foi et ténacité, et les résultats appréciables qui ont été atteints en témoignent; mais la terrible tragédie que nous venons de vivre, et les exigences d'une renaissance complète qu'il semble vain de poursuivre là où les idéals et les intérêts seraient irrémédiablement en contraste, nous ont aussi convaincus de la nécessité de collaborer à cette oeuvre d'unité spirituelle à laquelle tend l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Hôte de cette Réunion, à la

quelle elle participe, l'Italie a un double motif pour tourner aujourd'hui ses regards vers Florence; elle n'ignore pas le chemin parcouru par l'Unesco sur la voie qu'elle s'est tracée et elle est prête à lui donner sa contribution ultérieure, non seulement par son assentiment, mais par une action assidue, car elle est convaincue que les problèmes de l'éducation et du développement scientifique et culturel, à l'étude et à la solution desquels vous entendez arriver, sont l'essence même du plus grand problème de l'ascension spirituelle et sociale des peuples.

Obéissant aux directives de votre mission universelle, après vous être réunis au Mexique et au Liban, vous vous retrouvez aujourd'hui dans cette ville de qui son plus grand fils, Dante Alighieri, avait déclaré, il y a plus de six siècles, que les Hommes y naissent pour « *seguir virtute e conoscenza* », pour y suivre les lois de la vertu et du savoir.

Du voyage ultraterrestre de Dante, je voudrais tirer d'heureux auspices, pour l'avenir de l'humaine association qui, sortie de l'abîme des haines et des guerres, pour le travail purificateur et renouvateur dont cette Organisation est l'un des plus nobles artisans, ne voudra pas manquer à l'appel de ces idéals suprêmes auxquels l'a destiné « *l'amor che muove il sole e l'altre stelle* », l'amour qui meut le soleil et les autres étoiles ».

Après ce beau discours du Président de la République italienne, qui a été vivement applaudi par tous les délégués, *S. E. Mr. Gonella*, Ministre de l'Instruction Publique et Président de la Délégation Italienne à l'Unesco, s'est levé pour parler au nom du Gouvernement.

Son préambule terminé, *M. Gonella* a déclaré :

Mondiale de l'UNESCO

« Le Gouvernement et le peuple italien sont profondément imbus des principes dont s'inspire la charte constitutive de l'Unesco. Depuis 1948, depuis le jour où l'Italie est venue faire partie de la grande famille de l'Unesco, l'Italie a senti, jour après jour, qu'il était de son devoir de contribuer activement au développement de sa coopération culturelle avec les autres peuples. La participation de notre délégation aux Conférences générales de Beyrouth et de Paris, la contribution des experts italiens aux différents comités convoqués par l'Unesco, l'activité de la Commission Nationale Italienne, qui comprend les personnalités les plus éminentes dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture, constituent un ensemble de témoignages concrets de l'intérêt du Gouvernement et du peuple italien aux fins et à l'action de l'Unesco. L'enthousiasme avec lequel fut en son temps, approuvée par les 54 Pays adhérents à l'Unesco, la proposition de tenir en Italie la cinquième Conférence générale, est pour nous motif de profonde satisfaction et de vive gratitude.

Il est significatif que les travaux de cette cinquième Conférence de l'Organisation mondiale pour l'éducation, la science et la culture s'ouvrent avec tant de solennité dans cette salle où le génie artistique a laissé une autre empreinte, et où l'histoire semble avoir voulu symboliser un enseignement et une suggestion : depuis l'époque où les Florentins, prêts à mourir pour la liberté, vouaient au Christ leur unique Roi, ce sanctuaire de leur vie civile, jusqu'aux temps mémorables où l'aube de notre unité nationale trouva entre ces murs, une haute consécration.

Au cours de ces dernières Conférences, depuis les paroles pleines d'humanité de Maritain à Mexico, celles du Président Bechera El-Khoury à Beyrouth jusqu'au sages appels que nous

avons entendus aujourd'hui, la voie des buts spirituels de notre Organisation s'élargit et s'approfondit toujours davantage. On y sent toujours plus vive l'exigence d'une culture et d'une science qui se répande et porte ses fruits; toujours plus vif le désir de faire de l'intelligence un lien d'entente et d'union et non un instrument de discorde ou de guerre comme il est arrivé trop souvent à notre époque.

Ce vaste développement de la mission de paix et de fraternité que les peuples attendent de l'Unesco, et qui seul peut faire de notre organisation quelque chose de vraiment senti et de vraiment constructif, me semble pouvoir être synthétisé par cette très humaine formule « *veritatem facientes in charitate* ». Dans ces paroles du grand Esprit qui exprima la nécessité d'une entente des âmes et des intelligences au-dessus de toutes les divisions de races et de nationalités, est, en un sens, le pressentiment de l'esprit dont devrait être animée toute notre oeuvre.

Et c'est à la fois le souhait le plus simple et qui engage le plus profondément nos responsabilités, qui puisse être fait à nos travaux».

A ces phases préliminaires, a succédé le 23 mai, la période des travaux proprement dits. Le Sénateur *Comte Stefano Jacini* a été élu Président de la Conférence. S. E. Mr. Gonella avait décliné cette charge. Puis *Sir John Maud*, Directeur Général de l'Assemblée, a pris la parole.

« A la crainte — a-t-il dit — à la haine, à l'incompréhension qui caractérisent malheureusement la situation présente, nous opposons les réalisations modestes mais solides de l'Unesco. Ne nous laissons pas impressionner par les comparaisons. Certes, nous sommes un mouvement de minorité. Mais tous les mouvements qui ont eu une in-

fluence sur le monde ont été le fait de minorités ».

Enfin, *M. Jaine Torres Bodet* étant monté à son tour à la tribune a prononcé ces paroles éloquentes :

« L'Unesco se trahirait elle-même si elle voulait altérer l'originalité de la culture par l'intervention d'une pesante organisation administrative... nous ne pourrions pas rivaliser avec la multiplicité anonyme de la vie: notre dessein, infiniment plus modeste est d'ouvrir, dans toute les domaines de la culture, les voies de communication avec le peuple.

« La paix — a-t-il poursuivi — ne peut être sauvée par nous seuls, notre tâche a pour domaine la culture. Mais pour nous la culture ne pourra jamais être séparée des contingences politiques et sociales. Pour nous la paix n'est pas une donnée initiale, et la compréhension des peuples n'est pas un postulat. Dans l'une comme dans l'autre, nous voyons le fruit d'une série de tentatives qui doivent s'ajouter et fusionner les unes avec les autres pour satisfaire la soif de justice qui tourmente l'humanité».

Et après avoir indiqué les termes de ce qu'il a appelé « la bataille pour l'efficacité » de l'Unesco, *M. Torres Bodet* a conclu :

« On a attribué à Leonardo une maxime désolée : « La haine est plus clairvoyante que l'amour ». Ne nous laissons pas vaincre par un pessimisme que Leonardo lui-même a démenti avec tant d'ardeur dans son oeuvre... La civilisation se perpétue parce que, comme le sourire des visages créés par le génie de Leonardo, la culture de tous les peuples contient le message d'une espérance affinée et trempée par la douleur ».

Les travaux de la Conférence sont actuellement en cours, et dans notre prochain numéro nous donnerons un compte-rendu détaillé des conclusions de l'Assemblée.

SYNTHÈSES

« La proposition française apporte les bases qui permettront l'établissement de nouveaux rapports entre la France et l'Allemagne et qui ouvriront à l'Europe de nouveaux horizons.. »

Il y aura des problèmes très difficiles à résoudre, pour la mise en oeuvre de ce vaste plan. J'ai confiance toutefois en l'esprit à la fois réfléchi et audacieux qui a inspiré la proposition française; je crois qu'il permettra l'élaboration de solutions susceptibles d'être bienfaisantes non seulement pour les pays directement intéressés, y compris ceux où ces industries fleurissent ou qui emploient leurs produits, mais aussi pour tous les pays libres.

Nous notons avec satisfaction que la proposition a mis l'accent sur le fait que l'accès à la production du métal et du charbon, doit être également ouvert à tous les pays de l'Europe occidentale et sur la nécessité d'une réduction des prix de revient, par une augmentation de la production: mesures qui permettront aux consommateurs de bénéficier de l'initiative grâce à la diminution des prix, et aux travailleurs d'obtenir une augmentation des salaires.

Nous notons également avec satisfaction que la proposition, tout en protégeant aussi les industries du fer et du charbon contre les dangers des réajustements pendant la période de transition, laisse à ces mêmes industries la possibilité de recevoir, une fois terminée cette période, les bénéfices entiers du jeu de la libre concurrence».

HENRY TRUMAN

»»

« Les syndicats démocratiques sont unanimes à reconnaître l'importance de l'unité européenne. Les problèmes relatifs à la coordination des investissements, à la libéralisation des échanges, et à la constitution d'une Union Européenne des Paiements, ne

pourront trouver une solution entière et satisfaisante qu'au sein d'une Europe unie, tandis qu'il faut reconnaître, en même temps, que le progrès sur la voie de l'intégration économique ne peut tendre vers des buts lointains s'il n'est accompagné d'une sage prévoyance politique. L'importance de cette unité est tellement vitale qu'il est nécessaire d'en affronter les risques; mais il faut reconnaître qu'il ne sera pas possible de fonder l'unité sur des bases solides et que — avec le temps — celle-ci sera minée par l'instabilité politique et sociale, si l'on ne suit pas, dès le début, une politique déterminée, spécialement en ce qui concerne l'utilisation complète des ressources disponibles et une distribution plus équitable des ressources nationales.

Il est évident que les difficultés à surmonter sont très grandes, si l'on tient compte de la diversité des intérêts économiques, des systèmes de gouvernement, ainsi que des différentes philosophies politiques de l'Europe occidentale; mais toutes les forces démocratiques sincères sont unanimes à reconnaître la nécessité de poursuivre énergiquement la résolution de ces difficultés étant donné qu'il est certain que sans unité, on ne pourra jamais atteindre pleinement le but de la reconstruction de l'Europe ».

Extrait des Résolutions du Congrès des Pays adhérents à l'ERP

»»

« La France a rompu une lance pour la paix et la liberté: en comparaison, les objections fondées sur les doctrines économico-sociales et sur les orgueils nationaux, apparaissent misérables. L'Europe occidentale devrait maintenant accepter l'offre française avec gratitude et se mettre à l'oeuvre pour déterminer la manière de la mettre en action ».

ST. LOUIS POST DISPATCH

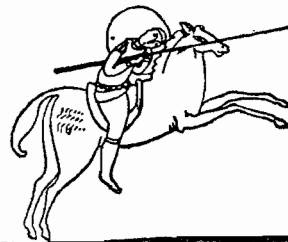
« C'est la politique ouvertement déclarée des Puissances occidentales que de préparer l'entrée de l'Allemagne comme membre libre dans la communauté des Nations européennes. La proposition française est destinée à faciliter ce processus et doit être par conséquent considérée comme une contribution importante à la solution du problème européen. La proposition a aussi des conséquences d'une longue portée pour la future structure économique des pays participants et sous cet aspect elle demandera une étude approfondie de la part du Gouvernement de S. M. et de la part des autres gouvernements intéressés. Le Gouvernement de S. M. affrontera le problème dans un esprit bienveillant et désire préciser, dès maintenant, qu'il considère cette initiative française comme la fin d'une longue mésentente avec l'Allemagne, susceptible, par conséquent, d'assurer la paix et l'union en Europe ».

CLEMENT ATTLEE

»»

« Un point est clair: cette initiative française est le résultat d'une politique qui voit loin, et qui, par une vaste association économique franco-allemande, est destinée à mettre fin à la rivalité séculaire qui séparait deux peuples et à associer efficacement l'Allemagne à la communauté des nations occidentales ».

NEW YORK TIMES



EUROPÉENNES

« La proposition française pour l'unification des ressources franco-allemandes en métal et en charbon, sous les directives des Nations Unies, démontre clairement comment une initiative énergique peut transformer un dangereux point de friction en une union rassurante des forces ».

JOHN FOSTER DULLES

» «

« Le gouvernement français a apporté un changement fondamental dans son attitude envers l'Allemagne: au lieu d'un démembrement et d'un état prolongé d'infériorité, Bidault et Schuman offrent à l'Allemagne une égalité complète des droits et une entière collaboration franco-allemande dans les affaires européennes. C'est la décision politique la plus hardie, la plus sage, la plus prévoyante et la plus constructive que nous ayons eue depuis que la guerre est terminée ».

WALTER LIPPMANN

» «

« La proposition française, de mettre la production franco-allemande de fer et de charbon sous une unique direction, dans une organisation ouverte aux autres pays d'Europe, démontre que les Nations libres de l'Europe occidentale sont réellement décidées à atteindre un degré supérieur d'intégration économique ».

PAUL G. HOFFMAN



« L'annonce du Gouvernement français, de propositions concernant l'utilisation commune des ressources carbonifères et sidérurgiques de France et d'Allemagne en une association ouverte à d'autres pays constitue un progrès très important. Il résulte clairement de cette communication que l'esprit dont elle s'inspire tend à un rapprochement entre l'Allemagne et la France et au progrès vers l'intégration économique de l'Europe occidentale. Ce sont là des objectifs dont la réalisation a été depuis longtemps souhaitée par les Etats-Unis. ».

« Notre but est la paix et non la guerre. Mais deux circonstances nous paraissent deux réalités indiscutables de notre époque. Toutes deux exigent, de la part de tous, des concessions qui peuvent sembler en contradiction décisive avec nos sentiments habituels et nos désirs ».

DEAN ACHESON

» «

L'un des problèmes les plus urgents de notre temps, est d'éveiller dans les vastes masses du peuple ou du moins dans les classes intellectuelles moyennes un esprit de communauté qui les dirige vers les exigences fédéralistes et qui imprime non seulement aux cerveaux mais aux cœurs, le sentiment que les peuples sont un seul peuple et qu'ils sont destinés à une même œuvre qui ne peut réussir qu'en s'entr'aidant quotidiennement; que les problèmes fondamentaux, de la vie sociale sont aujourd'hui internationaux, que sur le plan national on ne peut résoudre que des questions locales et que même celles-ci doivent être envisagées dans le cadre de événements internationaux. Le sort des organisations internationales existantes dépend de ce développement de l'opinion publique.

JACQUES LECLERCQ

« Le communiqué qui regarde l'Allemagne est satisfaisant sous tous les rapports. La conférence de Londres ne pouvait parvenir à des décisions définitives sur les relations avec la République Fédérale, car l'abondance des problèmes qu'elle avait à discuter ne lui en laissait pas le temps; en outre, il fallait, avant de prendre des décisions concrètes, se mettre en contact avec la République Fédérale. En tout cas, le contenu, la forme et le ton du communiqué de Londres montrent un progrès extraordinaire par rapport au traitement jusqu'ici réservé par les Alliés à l'Allemagne occidentale, et nous pouvons nous attendre avec certitude à des améliorations considérables de notre situation dans un très prochain avenir ».

KONRAD ADENAUER

» «

« La signification de ce plan hardi, défini par le chancelier Adenauer « un geste français généreux envers l'Allemagne » dépasse sensiblement le but immédiat de redonner une certaine stabilité aux industries, fondamentales directement intéressées. Cette signification il faut plutôt la rechercher dans le fait que deux nations divisées historiquement par la crainte et les soupçons ont reconnu l'importance de leur interdépendance économique et la nécessité d'une collaboration non seulement militaire, mais encore industrielle, en face des menaces constantes que les pays d'orient représentent pour leur sécurité ».

PHILADELPHIA INQUIRER

» «

Le Fédéralisme ne réussira que quand il sera en état de nous ouvrir une voie de salut à travers le désordre et la confusion où nous nous trouvons, une voie qu'il faut entendre non comme une nouvelle école mais comme une nouvelle culture.

LE PROBLEME ALLEMAND

LA DECLARATION TRIPARTITE DE LONDRES

Au cours de la Conférence de Londres, les ministres des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, de France et des Etats-Unis, ont envoyé au Gouvernement de Bonn, en conclusion des discussions concernant le problème allemand, la note suivante, dont nous reproduisons ci-dessous le texte intégral:

1. A la suite des accords de Londres de juin 1948, et des accords de Washington du mois d'avril 1949, les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne procéderont à la substitution des organismes militaires qui assuraient l'administration des territoires occupés depuis 1945, par un régime civil de simple contrôle. Ce régime a permis à l'Allemagne de se donner une constitution, d'avoir des élections libres, d'élire un parlement, de former un gouvernement et de procéder à l'élection d'un président fédéral. Le gouvernement fédéral central et les gouvernements des Länder purent, à leur tour, assumer l'administration et la direction des affaires intérieures allemandes.

« En outre, sur la base de l'accord en date du 13 avril 1949, les alliés décidèrent d'alléger le poids des réparations demandées à l'Allemagne, et, quelques mois plus tard, sur la base du protocole de Petersberg, un accord était conclu pour une systématisation définitive relativement à la cession d'entreprises industrielles à titre de réparations.

« Dans le domaine des relations internationales, le protocole de Petersberg contenait des clauses relatives à la nomination de représentants consulaires et commerciaux à l'étranger. Dans le courant de ces derniers mois les puissances occidentales ont cherché à assurer l'admission de la république fédérale au sein de certains organismes internationaux, y compris l'Organisation européenne pour la collaboration économique. Finalement, l'Etat allemand a été invité à adhérer au Conseil Européen. Les progrès accomplis peuvent être en grande partie attribués à l'action et à l'influence des trois Hauts Commissaires alliés, auxquels les trois ministres des Affaires Etrangères sont heureux d'exprimer à nouveau leur absolue confiance.

2. Les alliés sont décidés à poursuivre la réalisation des buts énoncés dans l'accord de Washington d'avril 1949, et confirmés à Petersberg, c'est-à-dire

que l'Allemagne sera progressivement réintégrée dans la communauté des libres nations européennes. Quand on en sera arrivé à ce point, l'Etat allemand sera libéré des contrôles auxquels ils est encore soumis, et la souveraineté lui sera reconnue dans les plus vastes limites compatibles avec les principes du régime d'occupation, régime qui pèse sur les Allemands et les alliés, comme conséquence de la division de l'Allemagne et de la situation internationale: tant que cette situation ne subira pas de changements, ce régime devra être maintenu conformément aux intérêts communs de l'Allemagne et de l'Europe.

« Les puissances occidentales désirent progresser le plus rapidement possible vers la réalisation de ce but: cette progression dépendra des preuves de confiance et sincère collaboration qui seront données par la République fédérale. En premier lieu, le rythme de cette progression sera déterminé dans la mesure où les alliés pourront avoir la certitude que leur sécurité même est sauvegardée par le fait que le désir de paix et d'association amicale avec les alliés, se développe toujours davantage en Allemagne. En second lieu il dépendra de la rapidité avec laquelle l'Allemagne progressera vers une situation de véritable démocratie où seront garanties les justes libertés des individus. En conséquence, les puissances occidentales désirent souligner tout particulièrement que le désir naturel du peuple allemand d'obtenir un allègement des contrôles existants et le rétablissement de la souveraineté de son pays, ne pourra être exaucé que grâce aux efforts qui seront accomplis par le peuple allemand lui-même et par son gouvernement. Les puissances espèrent vivement, à ce sujet, que la République fédérale ne trahira pas les espoirs fondés sur la sagesse de son peuple et de ses chefs. D'ici là, les Hauts Commissaires continueront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur ont été conférés, à donner la priorité aux éléments

essentiels de la sécurité et aux problèmes démocratiques fondamentaux, qui revêtent une réelle importance.

3. En considération du refus prolongé du gouvernement soviétique, de permettre aux habitants de la zone qu'il occupe, de s'associer à leurs compatriotes au sein d'une Allemagne démocratique et unifiée, il n'a pas encore été possible, et ne sera pas possible, tant que subsisteront ces directives soviétiques, d'envisager la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne. C'est pourquoi les ministres ont décidé de créer à Londres une commission d'étude, chargée d'accomplir le travail préparatoire nécessaire, afin que le statut d'occupation soit revu avant la date fixée, et de soumettre des propositions tendant à éliminer les inconvénients pratiques les plus graves existant dans les nations intéressées, à la suite de la persistance de l'actuel état de guerre. Reste inchangé le fait

que dans l'actuelle situation européenne, le pouvoir suprême doit nécessairement rester aux mains des puissances alliées.

4. Tout en maintenant la structure susdite, les alliés entendent offrir à l'Allemagne la possibilité de se développer librement en sauvegardant en même temps la possibilité de son unification pacifique, qui reste l'objectif final de leur politique.

« Les trois gouvernements confirment à nouveau les offres formulées au cours de la réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères du mois de juin 1949 et déclarent qu'ils ont l'espoir que toutes les conditions nécessaires à la création d'un gouvernement unique pour toute l'Allemagne puissent être réalisées: ces conditions devraient garantir à tous les Allemands le respect de leurs libertés fondamentales. Les trois ministres se sont mis d'accord sur les conditions qui, selon eux, sont à ce point de vue nécessaires ».

TOUT RESTE A FAIRE

Sous ce titre M. Claude-Marcel Hytte a publié dans la revue parisienne « La République Fédérale » un intéressant article dont nous avons extrait ce qui suit :

Il serait temps pourtant pour la France, pour l'Europe entière, de faire un choix et un choix sans retour. Si on croit que la politique de puissance (ce mot prêté à rire lorsqu'on connaît les forces réelles de nos pays) peut donner des résultats positifs en 1950, alors qu'elle n'a apporté que désordre, guerres et ruines depuis toujours, qu'on fasse cette politique, qui n'est pas la nôtre, mais qui aura au moins le mérite d'être claire et de ne pas constituer une insupportable hypocrisie.

Si, par contre, on admet la vanité et les dangers de ces méthodes d'un autre âge, qu'on rompe avec elles une fois pour toutes et qu'on s'engage dans la seule voie qui reste ouverte: celle d'une coopération véritable qui ne peut se réaliser que dans un système fédéral.

Comment, en dehors de cette solution, évitera-t-on, tôt ou tard, la déchéance de notre continent?



Comment, avec des marchés étriqués comme le sont ceux de nos petits pays, pourra-t-on entreprendre avec un équipement industriel et agricole modernes, les vastes programmes de productions rendant possibles la réduction des prix de revient, l'augmentation des salaires, donc la prospérité et, avec elle, la stabilité politique et la paix sociale?

Ne sent-on pas monter les périls intérieurs et extérieurs? Ne voit-on pas que les chances de les éviter s'amenuisent terriblement chaque jour?

Ce sont nos libertés essentielles qui sont en jeu, notre mode de vie et même nos vies tout court. A moins que le camp de concentration n'apparaisse comme un sort plus doux.

L'aveuglement dont font preuve les hommes et les partis qui mènent les peuples d'Europe, est proprement aberrant.

Les conséquences en seront dramatiques si un sursaut de la volonté populaire, si le simple instinct de conservation des peuples, n'impriment pas une direction nouvelle au navire sur lequel nous sommes tous embarqués.

Malgré les efforts faits par les combattants fédéralistes ces dernières années, le repos ne leur est pas dû encore.

Les fédéralistes français et européens doivent continuer leur action. La valeureuse équipe groupée autour de « LA REPUBLIQUE FEDERALE », les militants des CERCLES SOCIALISTES ET FEDERALISTES, sur la brèche depuis cinq ans, y demeureront jusqu'au bout.

Seule la perte de la liberté — ou la victoire — leur fera déposer les armes.

LE III^e CONGRÈS DES ÉDITEURS DE JOURNAUX

Le troisième Congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux, qui succédait à celui d'Amsterdam, s'est ouvert à Rome, le 17 mai, au Capitole, dans la salle des Horace et des Curia.

A la séance d'inauguration, à laquelle participaient les éditeurs des principaux quotidiens du monde entier (quinze pays étaient représentés), étaient présents au banc de la présidence: S. E. Mr. *Guido Gonella*, Ministre de l'Instruction Publique, le Président de la Fédération Internationale *M. Johann Van der Kieft*, le Président des Éditeurs de l'Italie du nord *M. Giuliano Salvadori Del Prato*, le Président des Éditeurs de l'Italie centrale et méridionale *M. Parrini*, et l'Adjoint du Maire de Rome, *M. Andreoli*.

Dans l'assistance on comptait de nombreuses personnalités du monde politique et culturel.

Successivement ont pris la parole *M. Andreoli*, *M. Van der Kieft* et *M. Salvadori Del Prato*, puis *M. Gonella*, dont le discours a été particulièrement applaudi.

« Votre Congrès — a dit *M. Gonella* — affronte le problème de la liberté d'information et nous sommes tous convaincus que sans la liberté d'information la liberté de la presse n'est qu'un mythe sans consistance... »

« ... Tant que manque cette liberté, et, par conséquent, la confiance dans la possibilité et la capacité d'extraire la vérité du tissu enchevêtré et complexe des faits, règne l'esprit de servitude et sont instaurés ces régimes totalitaires qui sont ennemis de l'homme parce qu'ils sont ennemis de la vérité... »

« ... Mais la liberté d'information — a continué l'orateur — implique la responsabilité de l'information, c'est-à-dire la connaissance des valeurs morales de la chronique et de l'histoire et de leur influence sur les coutumes des hommes. C'est pourquoi il est digne de remarque que votre Congrès, à côté de l'étude des nouveaux instruments techniques de l'information, la radio et la



télévision, ait mis à son ordre du jour la discussion du problème de la formation des journalistes et la fondation d'un Institut international de la presse d'information ».

Enfin, pour conclure, *M. Gonella* a parlé en ces termes:

« Pour ces raisons, nous attendons tous de vos discussions une impulsion au perfectionnement technique et moral du journalisme et en saluant les éditeurs étrangers et italiens réunis ici, nous formulons les vœux les plus cordiaux pour la réussite des travaux de ce Congrès ».

Après ce discours, une réception a eu lieu dans les salons de la Pinacothèque, puis les Congressistes firent une visite à la station-radio d'Acilia. Dans l'après-midi les travaux se poursuivirent au Palais de Venise où le secrétaire général de la F.I.E.J. a fait un rapport sur l'activité de la Fédération après le dernier Congrès d'Amsterdam.

Durant leur séjour dans la capitale italienne, les délégués ont également pu visiter les différents services des journaux. Tous se sont déclarés particulièrement touchés par l'accueil qui leur avait été réservé, par la cordialité et l'empressement dont ils ont été entourés. Rome a voulu que son hospitalité soit aussi amicale que possible et, parmi les nombreux témoignages de sympathie qu'elle a donnés aux délégués étrangers, nous ne voulons citer que ce geste qui a été fort apprécié: tous les matins les congressistes féminins recevaient en hommage une gerbe de fleurs.

Nous avons pu nous entretenir avec un congressiste, directeur de l'un des plus grands quotidiens de province français, *M. Archambaud*. Celui-ci nous a déclaré qu'il avait été très favorablement impressionné par l'esprit de compréhension qui n'a pas cessé de régner au sein de la réunion de Rome. « Enfin — a-t-il ajouté — je n'oublierai jamais l'anguste magnificence des cérémonies pontificales auxquelles il nous a été donné d'assister à l'occasion de l'Année Sainte. Il n'en faut pas douter ce climat de haute spiritualité a certainement contribué au succès de nos travaux ».

Le 19 mai, le Congrès a clos ses travaux sur une discussion relative à la formation des journalistes et sur la réélection de son Président actuel, *M. Van der Kieft*. La veille, un dîner à l'Excelsior avait réuni tous les congressistes avec la participation des Sous-Secrétaires d'Etat *MM. Brusasca* et *Dominèdò*, et de S. E. l'Ambassadeur d'Angleterre *Sir Victor Mallet* ainsi que de nombreuses autres personnalités. A la fin du repas, *S. E. M. Brusasca* a pris la parole et il a formulé le souhait que les éditeurs de journaux et les journalistes puissent toujours avoir l'orgueil de contribuer à la paix, au progrès et à l'amélioration du monde. *Sir Victor Mallet*, Ambassadeur d'Angleterre, à son tour, a souligné l'importance de la collaboration entre le journalisme et la diplomatie et il a souhaité que ces deux forces puissent empêcher la guerre froide de se transformer un jour en guerre chaude, et que la puissance de la vérité soit telle qu'elle puisse s'imposer partout et toujours.

Enfin, le Président des Éditeurs, *M. Van der Kieft* a remercié les autorités et les collègues italiens pour l'accueil chaleureux qui avait été réservé aux congressistes.

A. P. G.

Conclusion des travaux de la F A O

Les travaux de la IXe session du Conseil de la FAO, qui s'est ouverte à Rome le 8 mai dernier, ont continué pendant une dizaine de jours, et ont donné lieu à une série de rapports et d'importantes interventions de la part des délégués étrangers.

Parmi les personnalités qui ont pris une part active aux discussions, citons le *Vicomte Bruce de Melbourne* qui a déclaré que toutes les délégations souhaitent la plus étroite collaboration entre les institutifs qui participent à l'assistance technique et entre les pays intéressés; à ce propos, a fait remarquer l'orateur, on peut considérer d'excellent augure les déclarations préliminaires fournies par *M. Owen*, Secrétaire Général de l'ONU et par *Sir Herbert Broadley* vice Directeur de la FAO.

En ce qui concerne les problèmes de caractère local, relevant de l'assistance technique, *Lord Bruce* a donné l'assurance que le Directeur Général et ses collaborateurs tiendront en évidence les recommandations formulées par chacun des délégués. « La tâche de la FAO, a conclu Lord Bruce, ne consiste pas seulement à améliorer le régime alimentaire des peuples et le rendement de l'agriculture et de la production, mais aussi à apporter, à l'aide de ces moyens, une contribution importante à la cause de la paix et de la liberté du monde ».

A propos des problèmes variés qui étaient à l'ordre du jour, ont également pris la parole *Sir Herbert Broadley*, Vice-Directeur Général de la FAO pour l'Europe, *M. Norris E. Dodd*, Directeur Général, *M. Marc Vaillat Lavallée*, Secrétaire Général de l'Organisation et tous les représentants des pays adhérents.

Le chef de la Délégation italienne, *M. G. U. Papi*, a fait un rapport sur le Comité des Produits, et il a déclaré entre autre que « le problème des produits ne doit pas être limité uniquement aux « surplus », mais doit être aussi étendu à l'abolition des obstacles qui entravent l'échange des produits entre les différents pays ».

M. Papi a fait ensuite remarquer que le moyen le plus efficace parmi ceux qui avaient été indiqués par la FAO, pour la réalisation de ce but, pourrait bien être celui de faire précéder chaque mesure internationale prise

dans ce domaine, par un examen attentif non seulement de la situation des pays qui possèdent de grands excédents de produits, mais aussi de celle des pays fortement déficitaires.

« Alors que les suggestions des autres délégués — a affirmé *M. Papi* — apportent une contribution substantielle à la solution du problème des excédents, pour de nombreux pays, au contraire, la solution ne peut être trouvée que par la réduction des obstacles existants dans le commerce national. »

Les fondements du fédéralisme

Au Centre Roumain de Recherches, sous l'égide de l'Académie de Paris, Monsieur Titus Barbulesco a fait une communication sur: « *Les fondements libertaires du fédéralisme* ». Le conférencier a mis en lumière le sens libertaire (dans l'acception de *liberté agissante*) de la conception fédéraliste qui se dégage de la pensée de Proudhon, de Kropotkine et de Bakounine; il a, en outre, souligné les rapprochements qui peuvent être faits

avec la philosophie marxiste et syndicaliste (Georges Sorel) et montré que le fédéralisme peut trouver son application à l'aide de la *méthode dichotomique* d'Arnaud Dandieu, qui fait une distinction entre les gains acquis par la routine et ceux qui résultent de l'effort toujours neuf de l'intelligence créatrice.

« Placé dans le paysage politique de l'époque actuelle, le fédéralisme se manifeste par une multitude de projets et de pactes fédéraux, mais qui sont tous élaborés en dehors d'une moitié de l'Europe, soumise à l'emprise soviétique, ou, souvent, à l'encontre des gouvernements qui régissent l'autre partie européenne restée libre ».

A la politique des blocs-rivaux engagés dans une course impérialiste, qui ne peut aboutir qu'à un choc catastrophique, il y a un seul moyen de pallier: *une prise de position fédéraliste*, active, qui « bouscule les gouvernements » et qui réalise enfin « l'unité dans la diversité européenne », première étape vers la réalisation d'un gouvernement mondial.

Lisez:

Europa

Revue italienne
de politique
économie
et culture
internationales

Directeur: Pier Fausto Palumbo

Accord unanime sur le Plan Schuman



Le Conseil des Ministres de l'Allemagne occidentale a approuvé à l'unanimité le plan du Ministre des Affaires Etrangères Schuman pour un *pool* franco-allemand des industries lourdes. L'approbation unanime «de principe» a été donnée par les treize ministres qui composent le Cabinet de l'Allemagne de Bonn, mais il a été précisé que «de nombreux points de détail restent encore à élaborer».

Le porte-voix officiel a spécifié qu'une Commission sera nommée prochainement par le Gouvernement pour l'étude des détails techniques du plan. Des représentants des syndicats et des experts économiques feront partie de cette Commission.

L'approbation gouvernementale au projet Schuman a coïncidé avec l'arrivée à Bonn de l'ancien Premier français *Paul Reynaud* dont la visite est considérée comme tendant à entamer des discussions préliminaires avec les autorités allemandes au nom des autorités françaises».

Mr. Adenauer a eu avec *Mr. P. Reynaud* l'entrevue annoncée et à la fin de cet entretien, *M. Adenauer* a déclaré «Je suis tout à fait décidé à travailler pour la réalisation du plan Schuman».

L'économiste français, *M. Jean Monnet* doit lui aussi prendre part aux discussions de Bonn pour l'étude des détails techniques concernant la réalisation pratique du plan.

Entretemps, les Hauts Commissaires Alliés pour l'Allemagne ont déjà rapporté au Chancelier Adenauer les informations recueillies à Londres au cours de la conférence que les Ministres des Affaires Etrangères américain, anglais et français ont tenu sur le projet Schuman.

Les déclarations de M. Schuman

A Nantes, au Congrès de son parti (M.R.P.) *M. Schuman* a déclaré que d'autres nations européennes, parmi lesquelles l'Italie, seront invitées à adhérer au projet de condominium des res-

sources franco-allemandes en acier et charbon.

Il a ajouté que le nouvel organisme international sera placé sous le contrôle du Conseil européen, Schuman a toutefois assuré les dirigeants du Mouvement populaire républicain que le projet n'aura pas pour conséquence un abaissement du standing de vie français et il a promis aux dirigeants syndicaux qu'il les tiendrait au courant de tous les progrès des négociations qui se dérouleront à ce propos avec le Gouvernement de Bonn.

«Cet accord — a dit *M. Schuman* — n'entraînera pas la réduction des salaires. C'est le contraire que nous voulons obtenir».

Parmi les nations qui seront les premières à être invitées à adhérer au nouvel organisme européen, sont l'Angleterre, les trois nations du groupe Bénélux et l'Italie.

... et celles de M. Van Zeeland

L'accueil que le projet a rencontré en Europe et aux Etats-Unis est d'ailleurs un gage de sa réalisation certaine. Le Ministre des Affaires Etrangères belge, *M. Van Zeeland* a dit, lui aussi, que la Belgique apportera sa plus sincère collaboration au plan Schuman. Il a précisé que quelques principes devront, cependant, être respectés, entre autre la libéralisation du «pool» et la définition exacte d'ententes concernant la production, la vente et la définition exacte d'ententes concernant la production, la vente et la distribution de celle-ci, par rapport aux droits de douane et aux permis d'importation.

«Mais, même dans le cas où ces principes seraient reconnus — a ajouté *M. Van Zeeland* — les

ententes n'auront aucun résultat efficace si la circulation du capital n'arrive pas à être normalisée. Or, j'ai de sérieux espoirs à ce sujet. J'espère que lors des prochaines réunions de l'OECE à Paris, il sera fait un grand pas en avant dans ce sens, avec la collaboration de tous, Grande-Bretagne comprise».

La visite de M. Jean Monnet en Allemagne

Les décisions concernant le «plan Schuman» appartiennent aux Gouvernements intéressés. Toutefois l'opinion d'un expert comme *M. Jean Monnet*, a, du point de vue de l'information son importance. *M. Jean Monnet* a eu à Petersberg des entretiens avec *M. Mc Cloy* Commissaire Américain et avec les représentants des commissaires français et anglais, au siège de la Haute Commission Alliée. Il s'est également entretenu avec le Chancelier Adenauer et avec les experts gouvernementaux et politiques de la République Fédérale de l'Allemagne occidentale.

Le colloque Monnet-Adenauer a duré deux heures et le communiqué officiel qui en a été donné déclare qu'un «accord complet» a été conclu sur les propositions préliminaires du plan Schuman.

Pendant que ces conversations se déroulaient à Petersberg et à Bonn, les délégués des unions syndicales anti-communistes de l'Allemagne occidentale, de France, d'Angleterre, de Belgique, du Luxembourg, de Hollande, de Suède et des Etats-Unis s'étaient réunis à Düsseldorf, où ils ont voté une motion pour inviter leurs gouvernements respectifs à entamer des négociations pour la constitution d'un organisme européen pour les industries du charbon et de l'acier.

Enfin, pour conclure, signalons que le Général *Koenig* ex-Commandant des troupes françaises en Allemagne et *Sir John Mc Cloy* se sont déclarés favorables à la réalisation du plan Schuman.

Economie et politique européennes

M. Pierre Passani a publié dans «Le Parlement Economique», organe officiel de l'Union Economique et Douanière Européenne un article que nous reproduisons entièrement ci-dessous :

L'Organisation de l'Europe progresse lentement, trop lentement, au gré de certains; mais les difficultés sont nombreuses et l'association de pays de civilisation ancienne, au passé chargé d'histoire, ne se résoud pas aussi facilement qu'on pouvait l'espérer.

Sans doute les propagandistes de l'Europe, les Fédéralistes, mettent-ils l'accent sur la nécessité d'une union politique; sur l'indispensable abandon des éléments de souveraineté que chaque pays doit remettre entre les mains d'une autorité unique.

Sans doute aussi, les Economistes font-ils maints efforts pour démontrer qu'il convient d'unifier les espaces économiques nationaux. Rien n'est plus éloquent, rien n'est plus évé-

pendant, les affaires de l'Europe marchent au ralenti et les Américains, malgré l'aide généreuse qu'ils assurent aux pays européens, grâce au plan Marshall et à l'O.E.C.E., sont quelque peu navrés de voir qu'à leurs efforts répondent de si faibles échos.

Nous avons dit, ici même, que la politique de libération des échanges était entrée dans la voie des réalisations et que ce premier pas vers l'unité était de bon augure.

Il faut aujourd'hui y revenir.

Certains chefs d'entreprise n'ont-ils pas ressenti une émotion trop forte à l'annonce de cette nouvelle politique économique? N'est-ce pas comme l'inquiétude d'un nageur débutant que l'on prive brusquement d'une aide à laquelle il était habitué? N'est-il pas difficile, après des années de vie économique passée à l'abri des protections d'Etat, de sentir brusquement que la concurrence va

jouer de nouveau librement? Certes, nous en sommes loin encore, mais les appréhensions de certains s'expliquent et quelquefois se justifient.

Ne faut-il pas voir dans ce phénomène de réticence générale, que l'on avait trop espéré des seules forces de la politique! Ne faut-il pas, à côté des propagandes et du travail indispensables à l'éducation morale des peuples, mener un autre travail, technique celui-là, pour le rapprochement effectif, réel, non pas seulement des économistes et des théories, mais des chefs d'industrie et de leurs intérêts légitimes?

Il semble, plus que jamais, nécessaire de voir très grand et d'associer sur le plan professionnel tous ceux qui doivent coo-

pérer. Essayer de rapprocher ceux qui constituent l'armature économique de l'Europe, plutôt que de les envoyer brusquement se heurter dans une lutte concurrentielle, souvent inégale.

La concurrence doit jouer et elle jouera. Mais réfléchissons un peu, en réalistes; ceux qui n'ont encore jamais essayé les feux de cette bataille économique ne peuvent que regimber.

Au lieu de les envoyer dans l'arène, sans armes, pour voir dévorer le gladiateur, sans gloire, essayons de régler un peu mieux les conditions de cette concurrence pour qu'elle ne soit pas « déloyale » et funeste à certains.

Pierre PASSANI

Le Fédéralisme au Danemark

Au Danemark, les mouvements en faveur du fédéralisme européen et mondial sont en plein développement. Le principe de l'unité européenne est activement soutenu par les milieux politiques et financiers. Les principaux représentants de ces mouvements sont le Professeur Tor-kil Kristensen, Président du Comité d'Unité Européenne, et M. Frode Jacobsen, Député Travail-liste — l'un des chefs de la résistance au Danemark pendant la guerre — M. Jacobsen était Président du Comité d'honneur du « Frihedsrådet » (le conseil de la libération, organe principal de la résistance) — En outre, il faut également nommer M. Ole Bjorn-Kraft, membre conservateur du Parlement. L'activité du comité s'exerce dans le domaine politique. Au près du public le mouvement fédéraliste mondial « Een Verden (c'est-à-dire « Un monde ») est plus connu. Mais « Een Verden » — qui est la branche danoise du Mouvement mondial pour un Gouvernement Fédéral Mondial — est également favorable à la Fédération européenne et est membre correspondant de

l'« Union Européenne des Fédéralistes ». Een Verden fut fondé en novembre 1946 par 17 jeunes gens et il compte actuellement 13.000 membres actifs, auxquels viennent s'ajouter, chaque mois, des centaines de nouveaux adhérents. L'activité populaire du mouvement est assurée par de nombreux meetings — 70 l'hiver dernier — 100 meetings par mois. Toutes les classes sociales et tous les mouvements politiques y sont représentés. Au conseil d'honneur du mouvement on trouve aussi bien un leader pacifiste qu'un major-général, des ouvriers, des « capitalistes » ou des fermiers. Le Président du mouvement est le savant bien connu M. P. Brandt Rehberg. Au parlement danois siègent plusieurs fédéralistes-européens ainsi que des fédéralistes-mondiaux. Le peuple danois est par tradition unanimement en faveur de la paix et de l'entente entre les nations et la cause du fédéralisme est au Danemark en excellente voie.

K. N.

Le Conseil Fédéral allemand (Bundesrat) a approuvé par 27 votes favorables contre 16 l'entrée de l'Allemagne occidentale au Conseil d'Europe. On pense que le Bundestag (chambre basse) prendra une décision analogue immédiatement après la Pentecôte, mais avec une majorité moindre car les partis de gauche et les petits groupes extrémistes ont déjà déclaré qu'ils voteront contre.

Les votes favorables ont été donnés par les représentants de Baden, Bavière, Brême, Rhénanie, Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Wurtemberg-Baden e Wurtemberg-Hohenzollern; les votes contraires proviennent des représentants de Hambourg, d'Assie, de Basse-Saxonie et du Schleswig-Holstein. Le représentant de la municipalité de Berlin s'est abstenu, estimant que le projet gouvernemental n'apporte pas une solution satisfaisante au problème de la représentation de la ville dans la future délégation allemande à Strasbourg, ni à celui de l'intégration de Berlin comme 12^e Land dans la République Fédérale.

Au cours de la réunion du Conseil, M. Adenauer, qui avait tenu à être présent en dépit d'une légère indisposition, a souligné que le refus d'entrer au Conseil Européen signifierait renoncer à la réalisation du plan Schuman. « Cette renonciation — a-t-il ajouté — serait aussi un sabotage de la politique américaine en Europe, dont le but est de rendre ce continent indépendant et capable de se suffire à lui-même, et d'incorporer l'Allemagne au monde occidental avec l'égalité des droits ».

Pour conclure, le Chancelier a exprimé la conviction qu'« en accueillant l'invitation de Strasbourg et en fournissant ainsi la preuve que l'Allemagne s'est prononcée en faveur de l'occident, dans le conflit qui l'oppose à l'orient, la République Fédérale obtiendra rapidement les droits qui lui sont encore refusés ».

Sous l'initiative de la Société Italienne pour l'Organisation Internationale, M. E. H. Jaspas. Secrétaire Général du Benelux, a tenu au Palais de Venise, à Rome, une conférence sur le problème de la coopération économique entre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.

M. E. H. Jaspas a fait un exposé clair et documenté des efforts accomplis jusqu'ici par la Hollande, la Belgique et le Luxembourg pour arriver à la coordination économique de leurs pays respectifs.

L'illustre conférencier a été présenté au public par le Comte Nicolò Carandini.

» «

Le nouveau Directeur de l'UNIS en Italie, Mr. Lloyd A. Free est arrivé à Rome ces jours derniers, pour prendre la direction de son bureau.

Avant d'être désigné à ce poste, M. Free avait assumé durant la période 1949-50 la charge de Directeur Intérimaire du Bureau d'Information pour l'Etranger du Département d'Etat, dédiant

tout particulièrement son activité aux questions concernant la presse, le cinéma et la radio. Auparavant, aux cours des deux années précédentes, il avait dans le même bureau rempli les fonctions d'assistant spécial du Directeur. Il a donné, à ce poste, une importante contribution à la campagne menée par le Département d'Etat pour affirmer dans le monde le principe de la liberté d'information; il a fait également partie des différentes délégations américaines à l'As-

semblée Générale et au Conseil Economique et Social des Nations Unies, à la Conférence des Nations Unies pour la liberté d'Information et à l'Unesco. Il avait aussi fait partie de cette dernière organisation en 1946-47, en qualité de premier conseiller pour les information de masse.

Le « Bulletin Européen » souhaite la bienvenue à M. Free, et se permet de formuler l'espoir qu'il accomplira dans la capitale italienne un travail fécond et bienfaisant.

bulletin européen

SUPPLÉMENT BIMENSUEL DE LA REVUE "EUROPA",

Fondateur: CONSTANTIN DRAGAN. Directeur-responsable: PIER FAUSTO PALUMBO

Direction: 77, Via S. Nicolò da Tolentino - Rome

Tél. 470.420 - 470.421

Rédaction: 1, Largo di Villa Massimo - Rome

ABONNEMENTS:

Italie	Lires 1000	Etranger	Dollars 3,—
Abonnement d'honneur	„ 5000	Abonnement d'honneur	„ 10,—

Prix du No. : 50 lire

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe

Stab. Tipografico dell'Istituto di Studi sul Lavoro - Roma, Villa Massimo